

PAR TÉLÉCOPIE

COMITÉ DE LA DESCENTE DU 17 FÉVRIER 1994

C.P. 49005, Place Versailles, Montréal, H1N 3P6

TÉL.: 222-2222 / FAX: 333-3333

S.A.V.H.A ? (écoute, information, référence) : 525-0-911

M. Duchesneau,
Directeur du Service de Police de la C.U.M.
Télécopieur: 280-3223

10 mars 1994

Monsieur le Directeur,

Suite à l'opération policière au bar *Les Katacombes* dans la nuit du 17 février dernier, les personnes arrêtées ont mandaté **un comité pour les représenter et pour organiser des services de défense juridique et de support psychologique.**

Depuis ce 17 février, un grand nombre de personnes arrêtées vivent une expérience de victimisation. À travers leurs sentiments mêlés de crainte, de colère et de tristesse, elles cherchent à comprendre comment et pourquoi une soirée de détente s'est soudain transformée en un cauchemar qui se prolonge dans l'incertitude et les rumeurs. Plusieurs nous ont exprimé leur détresse et même les symptômes d'un état dépressif.

Nous ne croyons pas, Monsieur le Directeur, que la gravité relative des gestes déclarés *indécents* par des enquêteurs du SPCUM et qui auraient été commis à certains moments par quelques individus justifiait les effets et les conséquences que subissent actuellement et que subiront longtemps les dizaines de personnes coincées dans cette opération de Police.

Nous avons la nette impression que la clientèle présente aux Katacombes le 17 février et que nous représentons est l'otage ou la victime d'enjeux plus ou moins souterrains dont elle n'est pas responsable et sur lesquels elle a peu de pouvoir: les difficultés des rapports entre les gais et le SPCUM, l'image publique du SPCUM, les plans d'urbanisme de la Ville de Montréal pour ce secteur, le niveau de « collaboration » entre les tenanciers de bar et le District 33, les divergences ou les tensions internes du milieu gai et celles du milieu policier.

Nous avons appris indirectement que vous rencontriez demain après-midi des représentants de certains organismes gais. Nous sommes conscients que nos dizaines d'arrestations et d'accusations ne sont qu'une seule facette de la problématique complexe des rapports entre la Police et le milieu gai, mais vous pouvez sans doute imaginer ce que nous pouvons ressentir à l'idée d'être l'objet d'une rencontre entre le Directeur du SPCUM et des représentants de certains organismes gais...

Ne sommes nous pas les premiers concernés ?

Nous apprécierons beaucoup, monsieur le Directeur, que vous acceptiez **de transmettre directement à notre comité les informations relatives à l'opération de Police et aux arrestations du 17 février.** Il est **le seul mandaté** par les personnes arrêtées au bar des Katacombes pour les recevoir et en discuter. Notre point de vue est unique et exclusif.

Pour nous, il ne s'agit pas d'étiquette, de politique, de militantisme ou d'affaires publiques; il s'agit d'un événement et du processus qui en découle qui sont venu bouleverser nos vies, nos projets, nos vies de couple, nos activités professionnelles, ... et nous sommes bien placés pour ajouter aussi... notre santé mentale et physique.

Notre arrestation n'est pas une affaire ni un problème de relation entre la Police et les Gais, c'est un drame personnel vécu par plus de 150 personnes dont le seul crime est d'avoir choisi d'aller prendre une bière, danser ou rencontrer des amis aux Katacombes, un mercredi soir assez tranquille.

Je vous remercie, monsieur le Directeur, au nom des membres du comité et des personnes arrêtées, de l'attention que vous accorderez à ce témoignage et à cette requête et je vous prie d'accepter nos salutations respectueuses, malgré toute notre inquiétude.

André Faivre (333-3333)
Membre du comité
Chargé des rapports avec les médias et le SPCUM

P.j.: Notre communiqué aux médias.